

Non à la répression des Lycéen.ne.s et Etudiant.e.s mobilisé.e.s

Pour le droit à l'éducation et à un avenir

Depuis plusieurs jours, la jeunesse se mobilise pour revendiquer des moyens humains et matériels pour étudier dans de bonnes conditions.

Elles et ils demandent au gouvernement et aux collectivités de répondre au manque d'enseignants, de remplaçants, de personnel soignant, à l'inadaptation des établissements au dérèglement climatique, aux inégalités.

Elles et ils demandent la suppression de Parcoursup qui engendre l'hypercompétitivité et les inégalités territoriales et sociales.

Elles et ils refusent le gel des bourses et des APL, comme l'absence de moyens pour la mise en place des repas à 1€.

Leurs revendications rejoignent celles des personnels, des syndicats CGT de l'éducation, pour un service public de l'éducation à la hauteur de la 7^{ème} puissance économique mondiale dont la France ne cesse de se prévaloir.

Le ministre de l'éducation, il y a quelques semaines s'épanchait sur les résultats PISA des élèves français, avec comme seule réponse la scolarité des enfants dès l'âge d'un an. Le projet de Loi de Finances 2027, déposé le 1^{er} octobre par le 1^{er} Ministre prévoit 43 milliards d'€ d'économie et rendrait les Classes prépa et BTS payantes.

Une nouvelle fois, le gouvernement préfère utiliser la provocation, le mépris et la répression de la jeunesse, alors que la situation découle des politiques libérales appliquées ces dernières décennies.

Ce n'est pas en réprimant la jeunesse de ce pays, comme en 2023 dans les quartiers populaires suite à la mort de Nahel, que le gouvernement la fera taire.

Depuis 2016, les gouvernements successifs n'ont eu de cesse de réprimer la contestation sociale par la violence sans réussir à étouffer les revendications.

La question est bien quel avenir offrons-nous à la jeunesse !

L'Union Régionale CGT d'Île-de-France apporte son soutien aux Lycéen.ne.s et Etudiant.e.s mobilisé.e.s en lutte pour leurs justes revendications.

L'URIF CGT appelle à rejoindre les mobilisations pour assurer la protection de nos enfants et à interpeller partout les préfetures et les élus locaux pour qu'un véritable dialogue démocratique s'installe afin de répondre aux attentes de toute une jeunesse.

Montreuil, le 1^{er} octobre 2026